TRIBUNAL DE COMMERCE DE NIAMEY

ACTION EN PAIEMENT

AFFAIRE

YOUNOUSSA SIDI MAHAMADOU
et 5 autres

(SCPA IMS)

Contre

ABDOUL SALAM ADAMOU ELH
OUMAROU

(SCPA KADRI LEGAL)

DECISION:

- Déclare recevable Mr Younoussa Siddi et autres en son action, régulière en forme ;
- Déclare irrecevable les conclusions en date du 24 juin 2024 versées par Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyage ;
- Au fond, met hors de cause Mr Abdoul Aziz Djigal ;
- Condamne Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyages à verser aux demandeurs la somme de 14 600 000 FCFA à raison de 2 000 000 FCFA pour 4 personnes et 3 300 000 FCFA pour deux personnes en remboursement des montants versés pour le Hadj 2023 sous astreinte de 50 000 FCFA par jour de retard à compter signification de la présente décision ;
- Le condamne à payer la somme de 2 000 000 FCFA par personne à titre de dommages-intérêts;
- Déboute les demandeurs du surplus de ses demandes ;
- Dit que l'exécution provisoire est de droit ;
- Condamne Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyageaux dépens.

Le Tribunal de Commerce de Niamey, statuant en matière commerciale en son audience publique du **vingt-cinq juin deux mille vingt-quatre**, tenue au palais dudit Tribunal par Madame **Fati MANI TORO**, Présidente, en présence de Messieurs **Ibba Hamed Ibrahim et Sahabi Yagi**, tous deux Juges consulaires avec voix délibératives, avec l'assistance de **Maitre Rahila Souleymane Abdou**, greffière a rendu le jugement dont la teneur suit :

ENTRE :

1. **YOUNOUSSA SIDI MAHAMADOU** né vers 1962, commerçant de nationalité nigérienne demeurant à Niamey ;
2. **BOUCHIRA CISSE** né vers 1966, commerçant, de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey ;
3. **YACINE ABIDA** né vers 1967, commerçant, de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey ;
4. **YOUNOUSSA MAHAMADOU MOCTAR** né vers 1968, commerçant, de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey ;
5. **DJIBO MAGAGI** né vers 1965, commerçant, de nationalité nigérienne, demeurant à Niamey ;
6. **DJAMILATOU OUMAROU ABDOU** née vers 1967, commerçante, de nationalité nigérienne demeurant à Niamey ;
Tous assistés de la SCPA IMS, avocats associés, Rue KK37, porte 128, BP 11 457 TEL : 20 37 07 03/ 98 31 79 79 / 98 11 17 17 en l'étude duquel domicile est élu pour la présente et ses suites.

Demandeurs

D'une part,

ET

Mr ABDOUL SALAM ADAMOU ELH OUMAROU, Promoteur de l'agence RAHAMA Voyage, demeurant à Niamey de nationalité Nigérienne assisté de la SCPA KADRI LEGAL, avocats associés tel 20 74 25 97, BP 10014 Niamey, sise CI 18 Boulevard de l'indépendance, face pharmacie cité Fayçal, au siège de laquelle domicile est élu pour la présente et ses suites ;

ABDOUL AZIZ DJIGAL, Directeur Général de l'agence ALMANASSIK, nationalité nigérienne demeurant à Niamey ;

Tous défendeurs,

D'autre part.

LE TRIBUNAL

Par acte d'huissier en date du 30 aout 2024, Younoussa Sidi Mahamadou, Bouchira Cissé, Yassine Abida, Younoussa Mahamadou Moctar, Djibo Magagi et Djamilatou Oumarou Abdou tous assistés de la SCPA IMS Avocats Associés assignaient Monsieur Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA voyage devant le tribunal de céans statuant en matière commercial à l'effet d'y venirMr ABDOUL Salam Adamou Elh Oumarou promoteur de l'agence RAHAMA VOYAGE, déclarer recevable l'action, condamner Mr ABDOUL Salam Adamou Elh Oumarou promoteur de l'agence RAHAMA VOYAGE à payer à chacun des requérants la somme de 3 300 000 FCFA soit la somme totale de 19 800 000 FCFA, le condamner à verser à chacunla somme de 10 000 000 FCFA à titre de dommages-intérêts pour inexécution abusive du contrat ; ordonner l'exécution provisoire de la décision à intervenir nonobstant toutes voies de recours sur le principal de 19 800 000FCFA sous astreinte de 1 000 000 FCFA par jour de retard en sus des dépens ;

Ils expliquaient par le biais de leur conseil qu'ils se sont inscrits auprès de Mr Abdoul Salam Adamou Elh Oumarou promoteur de l'agence RAHAMA VOYAGE pour le hadj 2023 ; Ladite agence est membre du groupe DAR ES SALAM qui est lui-même un sous-groupe de l'agence ALMANASSIK ; Ils ont versé à cet effet chacun la somme de 3 300 000 FCFA pour un total de 19 800 000 FCFA malheureusement ils n'ont ni effectué le Hadj, n'ont ni reçu la restitution des montants versés et sans aucunes explications plausibles;

Ils indiquaient qu'il y a violation des articles 1142, 1146 et 1147 du code civil ;

Il ressort du procès-verbal de carence dressé par le juge de la mise en état que le défendeurMr ABDOUL Salam Adamou Elh Oumarou promoteur de l'agence RAHAMA VOYAGE ne versait pas d'écriture, seul le demandeur versait des écritures et pièces hors délai d'instruction mais avant la clôture de la mise en état ;

L'ordonnance de clôture du juge de la mise en état fut révoquée par le tribunal pour appel en cause de l'agence AL MANASSIK ;

Par acte d'huissier en date du 30 novembre 2023, le défendeur Mr ABDOUL Salam Adamou Elh Oumarou, promoteur de l'agence RAHAMA VOYAGE appelait Mr Abdoul Aziz Djigal Idrissa Directeur Général de l'agence ALMANASSIK en cause dans la présente procédure à l'effet de dire qu'il est responsable de la situation des requérants ; de mettre Abdoul Salam Elh Oumarou hors de cause ; statuer sur les mérites de l'action des requérants et le condamner aux dépens ;

Il expliquait qu'il n'est pas responsable de la situation des demandeurs car dans le cadre de l'organisation du hadj 2023, le COHO avait exigé le regroupement des agences pour former des quotas ; c'est ainsi qu'il s'est mis en groupe avec d'autres agence et ont donné mandat à Mr Abdoul Aziz Djigal Idrissa, chef du groupe ALAMASSIK pour gérer la question des visas, hébergement et Kits.

Ils furent surpris d'apprendre à la veille de la clôture du Hadj que leur quota est épuisé alors qu'il restait 57 pèlerins qui attendent ;

Il ajoutait que Mr Abdoul Aziz Djigal Idrissa, chef du groupe ALAMASSIK avouait qu'il avait vendu les 57 places à des fins personnelles les laissant dans un embarras total ; une plainte a été déposée contre celui-ci au pénal pour abus de confiance au tribunal de grande instance hors classe de Niamey car son comportement leur a porté préjudice ;

Par conclusions en instance en date du 31 janvier 2024, Younoussa Sidi Mahamadou et 5 autres sollicitent de dire que même s'il existe un contrat entre Abdoul Aziz Djigal Idrissa et Abdoul Salam Adamou, il ne leur est pas opposable ; dire que Abdoul Salam Adamou est seul lié aux demandeurs ; constater que Abdoul Aziz Djigal Idrissa n'est pas engagé envers eux ; ordonner la restitution de la somme de 19 800 000 FCFA à raison de 3 300 000 FCFA par personne ; le condamner à leur verser à chacun la somme de 10 000 000 FCFA à titre de dommages-intérêts ;

Ils soutenaient d'une part que Abdoul Salam Adamou a failli à son obligation contractuelle en violation de l'article 1142 du code civil et ne saurait se soustraire de sa responsabilité à cet effet en appelant en cause une tierce personne avec laquelle ils n'ont aucun lien contractuel ;

Ils estiment d'autres part qu'en vertu des articles 1146 et 1147 du code civil celui-ci doit être condamner au paiement de dommages intérêts pour ce manquement pour lequel il ne justifie d'aucune cause étrangère ;

Après l'ordonnance de clôture et le procès-verbal de carence en date du 05 février 2024 du juge de la mise en état, l'affaire fut retenue à l'audience du 30 Avril 2024 et mise en délibéré au 21 Mai 2024 après de multiples renvois pour transaction ; à cette date, le tribunal constatait l'inertie des parties et renvoyait l'affaire au rôle général ;

A la diligence des demandeurs, l'affaire fut réenrôlée à la présente audience du 25 Juin 2024 ;

A la barre de la juridiction les demandeurs sollicitent d'écarter les conclusions de Abdoul Salam Adamou pour avoir été versées après ordonnance de clôture du juge de la mise en état et de faire droit à ses demandes ;

Abdoul Salam Adamou sollicite du tribunal de recevoir ces écritures en indiquant que les demandeurs lui avaient, aussi, remis des conclusions hors délai ; puis, la conciliation engagée entre les parties ne lui a permis de répondre à temps ;

Il soutenait d'une part que le manquement est lié à la faute de l'agence ALMANASSIK dont le directeur Abdoul Aziz Djigal en tant que chef de groupe avait disposé des visas des clients ;

Il indiquait que les sous-groupes ne participent pas au démarche et contact avec la COHO en estimant qu'il doit relever et garantir toute condamnation à cet effet ;

Il estimait d'autres part, que la situation relève d'un cas de force majeure pour lequel il ne saurait en être responsable ; en plus, les demandeurs n'ont pas effectué totalement le versement du montant lié au hadj car quatre personnes ont versé 2 millions FCFA et deux personnes ont versé 3 300 000 FCFA ;

Les demandeurs par le biais de leur conseil sollicitent le rejet des prétentions de Abdoul Salam Adamou car il ne prouve ni la faute de Abdoul Aziz Djigal ni les faits de force majeure évoquées pour se soustraire de sa responsabilité ;

DISCUSSION

En la forme

Du caractère de la décision

Les parties ont comparu à l'audience, il sera statué par jugement contradictoire à leur égard ;

Du rejet des conclusions du 24 Juin 2024

Les demandeurs sollicitent d'écarter les conclusions de Mr Abdoul Salam Adamou Elh Oumarou promoteur de l'agence RAHAMA VOYAGE du 24 juin 2024 pour avoir été versées après intervention de l'ordonnance de clôture du juge de la mise en état ;

Le défendeur soutenait qu'il avait reçu les conclusions et pièces des demandeurs hors délai du calendrier avant qu'il ne puisse y répondre, les parties sont entrées en transaction et l'ordonnance de clôture est intervenue ;

Aux termes de l'article 37 alinéa 2 de la loi 2019-01 du 30/06/2019 fixant la composition, l'organisation, la compétence et la procédure à suivre devant les tribunaux de commerce et les chambres commerciales spécialisées en République du Niger « **qu'après l'ordonnance de renvoi, aucune conclusion ne peut être déposée, ni aucune pièce communiquée ou produite. L'ordonnance de renvoi ne peut être rapporté par le président ou le tribunal que pour cause grave et par ordonnance ou jugement motivé non susceptible de recours** » ;

Il en résulte qu'après l'intervention de l'ordonnance de renvoi du juge de la mise aucune conclusion ne sera déposée ni aucune pièce communiquée ou produite au dossier sauf après révocation de ladite ordonnance ;

Il ressort des pièces du dossier que les conclusions du 24 juin 2024 sont intervenues après l'ordonnance de renvoi du 05/02/2024 ; que le défendeur sollicitait par le biais de son conseil la révocation de l'ordonnance de renvoi afin de déposer lesdites écritures alors que l'ordonnance de renvoi du juge de la mise en état ne pouvait être rapportée que pour motif grave dument motivé par le tribunal ;

Il s'ensuit que ladite ordonnance a été déjà révoquée à la demande du défendeur qui n'a pas voulu conclure après l'appel en cause jusqu'à l'intervention d'une nouvelle ordonnance de renvoi du juge de la mise en état ; Ainsi, aucun motif grave n'a été présenté au tribunal pour aboutir à la nouvelle révocation de ladite ordonnance ;

Il s'en déduit que les conclusions et pièces en date du 24 juin 2024 versées après intervention de l'ordonnance de renvoi du juge de la mise violent les dispositions de l'article précité ; il convient de les déclarer irrecevable ;

De la recevabilité de l'action

L'action a été introduite dans les formes et délais légaux, il convient de la recevoir en la forme ;

Au fond

De la demande de paiement

Aux termes de l'article 1134 du Code civil, « **les conventions légalement tiennent lieu de lois à ceux qui les ont faites.**

Elles ne peuvent être révoquées que de leur consentement mutuel, ou pour les causes que la loi autorise.

Elles doivent être exécutées de bonne foi ».

Les demandeurs sollicitent de condamnation de Abdoul Salam Adamou ELH à leur payer chacun la somme de 3 300 000 FCFA soit un total de 19 800 000 FCFA représentant le montant par eux versé pour le hadj 2023.

Abdoul Salam Adamou sollicite le rejet de cette demande car l'agence RAHAMA avait effectué tout le nécessaire pour respecter son engagement mais le groupe ALMANASSIK, par son Directeur Général, a disposé des visas des pèlerins 57 à des fins personnelles ;

Il en déduit que cela constitue un cas de force majeure qui l'exonère de sa responsabilité contractuelle ;

Il ressort des pièces du dossier et des débats à l'audience que les demandeurs ont effectué des versements pour le hadj 2023 auprès de l'agence RAHAMA voyage ; mais le transport n'a pas pu être effectué ni en 2023 ni en 2024 ;

Aux termes de l'article 1315 du Code civil : « **celui qui réclame l'exécution d'une obligation doit la prouver.**

Réciproquement, celui qui se prétend libéré doit justifier le paiement ou le fait qui a produit l'extinction de son obligation » ;

Il importe de relever que même si le défendeur estime que le manquement pour le transport des six pèlerins est imputable Abdoul Aziz Djigal DG du groupe ALMANASSIK pour avoir disposé des visas de 57 pèlerins dont les demandeurs et que ce manquement est un cas de force majeure à travers ses éléments constitutifs, imprévisible, insurmontable et extérieure qui ne sauraient lui être imputable il n'en demeure pas moins qu'il n'apporte la preuve ni de la faute de Abdoul Aziz Djigal, ni celle de la

réunion des éléments constitutifs de la force majeure majeure ; ce moyen ne saurait emporter conviction ;

Les demandeurs n'ont, ni été transportés au Hadj ni obtenu le remboursement des sommes injectées à cet effet ; ce qui constitue un manquement grave de la part du défendeur à ses engagements contractuels alors qu'il estime qu'on ne peut lui reprocher un manquement à ses obligations contractuelles lorsque les demandeurs, eux même, n'ont pas intégralement versé les montant liés audit hadj ;

Si le défendeur estime que les demandeurs n'ont pas intégralement versé les frais liés au hadj et qu'il ne saurait lui reprocher l'inexécution du contrat de ce fait, néanmoins il ne prouve ni le montant convenu pour le hadj et ne conteste pas qu'il n'a pas effectué le transport, même pour ceux qui ont versé plus de 3 millions ;

En effet, Abdoul Salam Adamou par le biais de son conseil déclarait à la barre du tribunal de céans que 4 des demandeurs ont versés 2 000 000 FCFA et 2 d'entre eux ont versé la somme de 3 300 000 FCFA ; que les demandeurs, représentés par leur conseil, n'ont pas contesté ladite affirmation ;

Il s'ensuit aussi que les pièces versées au dossier par les demandeurs n'indiquent pas le montant sollicité à titre de créance en occurrence la somme de 3 300 000 FCFA par personne et ils ne justifient pas ledit montant ;

Ainsi, la somme avancée par le défendeur, n'étant pas contestée par les demandeurs, sera retenue à titre de créance due ;

Au regard de ce qui précède, il convient alors de maintenir la somme de 2 000 000 x 4 et de 3 300 000 x 2 pour les six demandeurs soit un montant total de 14 600 000 FCFA ;

Il y a lieu de condamner Abdoul Salam Adamou, promoteur de l'agence voyage RAHAMA Voyage au paiement dudit montant au profit des demandeurs en remboursement des sommes versées pour le Hadj 2023 et de débouter les demandeurs du surplus non fondé.

De la mise hors de cause de Abdoul Aziz Djigal

Mr Abdoul Salam Adamou, promoteur de l'agence voyage RAHAMA Voyage sollicite de condamner Abdoul Aziz Djigal à le garantir

pour le remboursement du montant en cause ou d'ordonner une condamnation solidaire avec celui-ci au paiement dudit montant ;

Cependant, Mr Abdoul Salam Adamou, promoteur de l'agence voyage RAHAMA Voyagene prouve ni l'appartenance de son agence au groupe ALMANASSIK, ni le versement effectué entre les mains de Abdoul Aziz Djigal encore moins la disposition faite des visas des demandeurs à des fins personnelles par ce dernier ;

Par ailleurs, comme l'a soutenu les demandeurs, le contrat entre les parties en cause n'est pas opposable à Abdoul Aziz Djigal et inversement ;

Ainsi, en l'absence de la preuve d'une faute de la part de celui-ci susceptible d'exonérer Abdoul Salam Adamou, il y a lieu, dès lors, de mettre hors de cause Abdoul Aziz Djigal ;

Des dommages-intérêts

Les demandeurs sollicitent de condamner Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA VOYAGE à verser à chacun d'eux la somme de 10 000 000 FCFA à titre de dommages-intérêts en réparation du préjudice par eux subi du fait de l'inexécution du contrat par celui-ci en application des articles 1142, 1146 et 147 du code civil ;

Aux termes de l'article **1142 du code civil** : « ***Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur*** » ;

L'article **1147 dudit code** précise que : « ***le débiteur est condamné, s'il y a lieu, au paiement de dommages et intérêts, soit en raison de l'inexécution de l'obligation, soit à raison du retard dans l'exécution, toutes fois qu'il ne justifie pas que l'inexécution provient d'une cause étrangère qui ne peut lui être imputée, encore qu'il n'y ait aucune mauvaise foi de sa part*** » ;

Ainsi, la responsabilité contractuelle définie à l'article **1147 du code civil** suppose la réunion de trois éléments que sont : le manquement à une obligation contractuelle, un préjudice et un lien de causalité entre les deux ;

En l'espèce, il est constant que Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyage n'a pas honoré son engagement d'assurer le transport des demandeurs au Hadj 2023;

En effet, cette inexécution de ses obligations par Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyage est nécessairement de nature à créer un préjudice aux demandeurs qui ont prévu de se rendre à la terre sainte pour le Hadj 2023 malheureusement ils ne sont partis ni en 2023 ni en 2024 ; ils n'ont pas reçu le remboursement des sommes injectées et ont vu leur rêve brisé de ce fait ;

De plus, Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyage ne justifie pas, non plus, que l'inexécution de son obligation résulte d'une cause étrangère ou d'un fait qui ne peut lui être imputé ;

Il s'ensuit que la demande, bien que fondée dans son principe, est cependant exagérée dans son quantum ; il convient de la ramener à une juste valeur en leur allouant la somme de 2 000.000 FCFA au titre de dommages et intérêts par personne et condamner Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyage au paiement dudit montant.

De l'astreinte

Les demandeurs sollicitent, en outre, d'assortir l'exécution de la condamnation d'une astreinte de 1 000.000 FCFA par jour de retard ;

Aux termes de l'article 423 du Code de procédure civile, « **les cours et tribunaux peuvent, même d'office, ordonner une astreinte pour assurer l'exécution de leurs décisions** » ;

Il faut remarquer que le prononcé d'une astreinte est nécessaire pour assurer l'exécution de la décision afin d'éviter toute résistance au paiement du montant de la condamnation ;

Il convient, pour toutes ces raisons, d'assortir la présente décision d'une astreinte de 50 000 FCFA par jour de retard pour le montant principal à compter de la signification de la présente décision.

De l'exécution provisoire

Les demandeurs sollicitent également d'assortir la présente décision de l'exécution provisoire ;

Aux termes de l'article 51 de la loi 2019 sur les tribunaux de commerce, l'exécution provisoire du jugement est de droit lorsque le taux de la condamnation est inférieur à cent millions (100.000.000) de francs CFA ;

En l'espèce, le taux de la condamnation prononcée étant inférieur au montant sus indiqué, il y a lieu de dire que l'exécution provisoire du présent jugement est de droit.

Des dépens

Abdoul Salam Adamou a succombé à l'instance ; ainsi, en application de l'article 391 du Code de procédure civile, elle sera condamnée aux dépens.

PAR CES MOTIFS

Statuant publiquement, contradictoirement, en matière commerciale, en premier et dernier ressort :

- Déclare recevable Mr Younoussa Siddiet autres en son action, régulière en forme ;
- Déclare irrecevable les conclusions en date du 24 juin 2024 versées par Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyage ;
- Au fond, met hors de cause Mr Abdoul Aziz Djigal ;
- Condamne Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyages à verser aux demandeurs la somme de 14 600 000 FCFA à raison de 2 000 000 FCFA pour 4 personnes et 3 300 000 FCFA pour deux personnes en remboursement des montants versés pour le Hadj 2023 sous astreinte de 50 000 FCFA par jour de retard à compter signification de la présente décision ;
- Le condamne à payer la somme de 2 000 000 FCFA par personne à titre de dommages-intérêts ;
- Déboute les demandeurs du surplus des demandes ;
- Dit que l'exécution provisoire est de droit ;
- Condamne Abdoul Salam Adamou promoteur de l'agence RAHAMA Voyage aux dépens.

Avis de pourvoi : un (01) mois devant la cour d'Etat à compter du jour de la signification de la décision par requête écrite et signée au greffe du tribunal de commerce de céans.

Ainsi fait, jugé et prononcé en audience publique le jour, mois et an que dessus

La Présidente

La greffière

Suivent les signatures :

POUR EXPEDITION CERTIFIEE CONFORME

NIAMEY LE 31/07/2024

LE GREFFIER EN CHEF P.I